

Du 5 au 10 mars 2017 : mission de solidarité en Palestine de la Fédération CGT des Services publics conduite par son secrétaire Général Baptiste Talbot

Chronique des quatre premiers jours

Dimanche 5 mars :

Jérusalem

A notre arrivée, accueil par notre guide Issa à la maison d'Abraham, et visite du vieux Jérusalem l'après-midi.



Lundi 6 mars - Ramallah

Rencontre avec le secrétaire général du PGFTU (syndicat Palestinien officiel), Shaher Saad, et le secrétaire général des services publics Husain Al-Foqahaa à Naplouse.

Ils se félicitent de notre visite, qui est la première d'une organisation CGT depuis 2013. Ceux-ci nous font part d'une situation de plus en plus difficile des salariés Palestiniens, due principalement à l'occupation et à la politique israélienne de colonisation.

Le taux de chômage est de 30%, soit 400 000 personnes dont 45% sont des jeunes.



La mobilisation de l'ensemble des syndicats Palestiniens a permis de faire acter le principe d'un système de sécurité sociale universel pour les salariés, ce dernier n'étant pas encore mis en place. Ils nous ont fait part de leur inquiétude sur un projet de loi visant à s'immiscer dans l'organisation des syndicats.

Rencontre avec un représentant de l'OLP

Après avoir franchi plusieurs checkpoints, nous avons rencontré à Ramallah, Walid Assaf, ministre et président de la commission de l'OLP (Organisation Libération de la Palestine) de résistance à la colonisation et au mur.

Ce dernier nous a fait part de la soudaine accélération de la politique de colonisation : 4 000 logements construits illégalement sur les terres Palestiniennes en 2016 ; 6 000 sur les seuls mois de janvier et février 2017. Quant aux destructions des maisons Palestiniennes, les chiffres sont tout aussi éloquentes, 1114 en 2016 et 1 500 en janvier et février 2017.

Le ministre a insisté sur l'importance de la solidarité internationale et sur le rôle que doivent jouer les États européens comme la France, en reconnaissant l'État Palestinien. Les actions BDS (boycotte des investissements et sanction des produits Israéliens fabriqués en territoire Palestinien occupés) sont un autre moyen de pression.



Avec un militant de la Résistance civile non violente

Abdallah, militant de la Résistance pacifique, nous amène sur plusieurs sites représentatifs de la politique Israélienne d'expulsion et de colonisation. Les photos jointes nous montrent les décombres de plusieurs maisons détruites par l'armée Israélienne en juillet 2016, ainsi qu'une habitation Palestinienne entièrement cernée par les murs, barbelés, grilles et colons.



Rencontre avec la fédération palestinienne des syndicats indépendants

Nous avons ensuite rencontré la direction du syndicat indépendant, le GIFTUP, issu d'une scission avec le PGFTU. Outre les éléments déjà évoqués sur la situation sociale, les camarades ont insisté sur la forte répression anti-syndicale en Palestine et sur la politique libérale du gouvernement Palestinien. Ils mènent un double combat, pour la libération de la Palestine et la justice sociale, ce qu'ils résument sous le slogan : » La justice pour les Palestiniens, la justice en Palestine ».



Rencontre le Parti du Peuple Palestinien

Enfin, nous nous sommes entretenus avec le Secrétaire Général du parti du peuple Palestinien.

Le PPP travaille notamment sur la fin de l'occupation et le respect des résolutions de l'ONU, bafouées par Israël.



Mardi 7 mars

Rencontre avec la Histadruth en Galilée :



Aujourd'hui, dès les premiers rayons de soleil nous avons pris la route en direction de Nazareth.

Notre première visite nous conduit dans les locaux du syndicat israélien Histadruth où nous sommes accueillis par Kamel ABU AHMMAD, secrétaire général du département de Nazareth, représentant du Parti Communiste Israélien au sein d'Histadruth.

Les directions syndicales des structures de Histadruth sont constituées à partir de listes présentées par les partis politiques.

Kamel nous explique que le gouvernement israélien met tout en

œuvre pour vider de leur tissu industriel les zones arabes situées en Israël. Le taux de chômage qui est de 5 % en général en Israël, se situe entre 20 et 25 % dans ces zones.

Notre camarade estime que cette situation catastrophique est liée à la politique générale d'Israël qu'ils qualifient d'Apartheid.

Il insiste sur le fait que les travailleurs palestiniens, venant de Cisjordanie, qui travaillent en Israël, sont victimes de fortes discriminations et de conditions de travail très dégradées. Dans le secteur de la construction, ces travailleurs sont victimes de nombreux accidents de travail et sont contraints, par leurs patrons, de travailler partiellement au noir.

Le droit du travail israélien est, en théorie, très protecteur, mais le problème réside dans sa non-application.

Compte tenu de sa pluralité politique, Histadruth concentre son activité sur le plan syndical et se garde de prendre des positions tranchées sur l'occupation.



Rencontre avec l'association INMA'A :



Emad BADRA, militant arabe israélien de la cause palestinienne, nous invite dans les locaux de son association, INMA'A.

Cette association tourne son activité vers la jeunesse arabe israélienne qui, même diplômée, est fortement touchée par le chômage. En effet, le service militaire, qui n'est obligatoire que pour les jeunes de confession juive, ouvre les portes de l'emploi et donne un certain nombre d'avantages.

Avec de nombreux bénévoles, cette association vient en aide aux enfants de Gaza, atteints de cancer et contraints de se faire soigner dans trois hôpitaux israéliens. Cette aide consiste à la

prise en charge, dès le franchissement du Checkpoint, des enfants et de leurs familles pour les soutenir moralement et matériellement dans cette épreuve.

Emad et les bénévoles contribuent, par leurs actions, à faire vivre la mémoire des persécutions à partir de 1948 et l'identité palestinienne.

Rencontre avec le Parti communiste Israélien

Nous quittons Nazareth pour rejoindre Tel Aviv où nous attend Ephraïm DAVIDI, chercheur en histoire sociale à l'université de Tel Aviv, militant syndical et dirigeant du Parti Communiste Israélien.

Il nous brosse un tableau de la situation intérieure israélienne, dans un contexte international marqué par l'élection de Trump et l'absence d'une politique européenne volontariste sur la question palestinienne.

Ephraïm estime que les espaces démocratiques se réduisent très sensiblement en Israël et parle même de fascisation du pouvoir israélien. Le gouvernement israélien considère que toute action et personne opposées à sa politique, quel que soit le domaine, pratique une forme de terrorisme. Des lois sont votées en ce sens.



Le mécontentement et la lassitude montent dans le pays contre cette politique chauvine, mais faute d'alternative au gouvernement actuel, cela ne se traduit pas dans les urnes.

Dans le même temps les travailleurs israéliens, notamment les jeunes, sont confrontés à de grandes difficultés en matière de pouvoir d'achat et de transport ce qui conduit actuellement à une vague de syndicalisation importante.

Mercredi 8 mars :

Visite de la ville d'Hébron :



En cette journée internationale des Droits de la femme, qui est un jour férié en Cisjordanie, nous sommes allés visiter la ville d'Hébron. Première ville Palestinienne, elle abrite le tombeau d'Abraham qui est un lieu saint pour toutes les religions. C'est d'ailleurs pourquoi, elle fait l'objet d'un traitement particulier par les forces Israéliennes.

Quatre cents colons extrémistes se sont appropriés plusieurs maisons de la vieille ville, et sont appuyés dans leur entreprise de spoliation des biens Palestiniens par la présence de deux à quatre milles militaires Israéliens.

En 1994, un de ces extrémistes a massacré 29 Palestiniens qui priaient dans la mosquée des

Patriarches. Depuis le quotidien des familles Palestiniennes, qui résiste à l'occupation dans la vieille ville est synonyme d'agressions et d'humiliations de la part des colons ; et de restriction des libertés, notamment de circulation (checkpoints, portes d'entrées des habitations murées, rues interdites...), et de contrôles systématiques.



Le village de Beit Sakariya :

Nous empruntons ensuite la route de Beit Sakariya, réservée aux colons et jalonnées de checkpoints.

Arrivés au village, nous sommes frappés par le délabrement des maisons. Cette situation est due au fait que, le village étant encerclé par treize colonies, les Israéliens interdisent la construction de nouveaux logements, et la rénovation de l'habitat. De plus, depuis près de seize mois, un nouveau checkpoint a été installé à l'entrée du village, réduisant fortement les possibilités de circulation.

Malgré tout la population reste animée par une forte volonté de résistance.

C'est pour cette raison que la Fédération CGT des Services Publics a décidé en lien avec Avenir social, association de la CGT pour la solidarité internationale, de mener une action de solidarité avec la coopérative des femmes de Beit Sakariya.

Ce projet, porte sur le financement d'un atelier de transformation des produits agricoles cultivés autour du village. Cette coopération a été concrétisée en présence du Maire du village, par la signature de la convention par les différents acteurs engagés dans cette démarche de solidarité et de résistance internationaliste.



Le village de Wadi Fukin :

Notre journée se termine avec la rencontre de Ibrahim, président de la coopérative paysanne de Wadi Fukin. Ce village de 1 200 habitants est peu à peu asphyxié par le développement de la colonie Betar Illit, la plus grande d'Israël, qui compte à ce jours 70 000 colons principalement venus des États-Unis. La population du village est régulièrement victime de brimades voir d'agressions de la part des colons, cela va même jusqu'à l'arrestation et la rétention pendant plusieurs heures d'un enfant de onze ans par la police Israélienne, au motif d'activité terroriste.

Comme nous l'a si bien dit Ibrahim, les images parlent d'elles mêmes, il suffit de regarder autour de nous pour comprendre.



Par Mireille Pelka
Membre de la délégation
Secrétaire du CA de l'AFPS Alsace